

*Le président:*

D. Sur quoi vous basez-vous pour établir une école dans une région particulière? Qu'est-ce qui dicte votre choix? M. Gillis a dit, par exemple, que le Cap-Breton restait sans école.—R. Les besoins industriels de la région entrent les premiers en ligne de compte.

D. Je crois que les besoins se feraient fortement sentir au Cap-Breton, n'est-ce pas, monsieur Gillis?

M. GILLIS: Je le crois. C'est ce que je disais en Chambre. A mon avis, tous établissements de formation en Nouvelle-Ecosse sont centralisés dans la mauvaise extrémité de la province. La plupart des industries sont dans l'est, et les garçons qui veulent obtenir la formation doivent adresser leur demande au ministre provincial de l'Instruction publique, c'est-à-dire à Halifax. Il vous faut donc les transporter à votre école, à environ 300 milles. C'est dans l'autre partie de la province que se trouvent la plus grande proportion de chômeurs, la plupart de ceux que vous devriez former, les jeunes hommes qui n'ont jamais eu d'emploi.

Le TÉMOIN: Le Dr Sexton dirige tout le programme dans la province de la Nouvelle-Ecosse. Un représentant du Gouvernement provincial lui est adjoint, et ils couvrent toute la province.

*M. Gillis:*

D. Tout le temps que je suis là-bas, je ne rencontre jamais ces messieurs. J'ai adressé plusieurs demandes au ministre de l'Instruction publique, mais sans résultat. L'école de Halifax a des aménagements qui existent depuis nombre d'années. Je ne crois pas qu'ils aient été agrandis pour répondre aux besoins de la guerre.—R. Nous avons payé un nouvel outillage.

D. Je crois que les autorités font de leur mieux avec les aménagements à leur disposition, mais je crois aussi que le besoin est grand dans l'autre partie de la province.—R. Il ne m'appartient pas de prédire l'avenir, mais si le besoin se fait sentir dans une région en particulier, le programme est destiné à répondre à ce besoin, et de la meilleure manière possible. Nous cherchons d'abord à obtenir la collaboration de l'industrie, et si l'industrie manifeste un besoin particulier, et que ce soit une industrie de guerre, nous faisons tout notre possible pour prendre les moyens de répondre à ce besoin, que les installations existent déjà ou non.

D. Vous y rencontrez la même difficulté qu'en Colombie britannique; vous vous trouvez en face d'un régime d'apprentissage, et de la pratique adoptée par les compagnies et par les syndicats ouvriers d'embaucher leurs propres hommes et de les former eux-mêmes. La question de salaire est un facteur.—R. Il y a certaines objections de cette nature, mais jusqu'à un certain point, elles ont été surmontées. En Nouvelle-Ecosse, par exemple, nous avons placé un grand nombre de jeunes hommes en apprentissage, selon le plan de formation de la jeunesse, et cela a facilité nos relations avec les syndicats ouvriers et avec les patrons.

M. WRIGHT: J'allais dire qu'à mon sens les besoins de l'industrie ne dictent pas l'établissement des écoles, car nous avons deux ou trois écoles en Saskatchewan, où nous ne comptons aucune industrie. Nous sommes heureux de les avoir parce qu'elles préparent nos jeunes à des emplois en d'autres parties du Dominion.

*M. Quelch:*

D. Vous avez dit que pendant leur stage à l'école les hommes mariés reçoivent un salaire et des allocations?—R. Oui.